



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/762
31 octobre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
Points 18, 52, 82 et 84 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS NUCLEAIRES EXPERIMENTALES

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ACTIVITES OPERATIONNELLES POUR LE DEVELOPPEMENT

Lettre datée du 26 octobre 1988, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent des Iles Salomon auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Au nom des sept pays du Forum du Pacifique Sud qu' sont également Membres de l'Organisation des Nations Unies (Australie, Fidji, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Iles Salomon et Vanuatu), j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer le texte du document joint en annexe - le communiqué final du dix-neuvième Forum du Pacifique Sud tenu à Nuku'alofa (Tonga) les 20 et 21 septembre 1988 - comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 18, 52, 82 et 84 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent,

(Signé) Francis Joseph SAEMALA

Annexe

COMMUNIQUE DU DIX-NEUVIEME FORUM DU PACIFIQUE SUD

Le dix-neuvième Forum du Pacifique Sud s'est tenu à Nuku'alofa (Tonga) les 20 et 21 septembre 1988. Y ont participé les chefs de gouvernement de l'Australie, des Etats fédérés de Micronésie, de Fidji, des Iles Cook, des Iles Marshall, des Iles Salomon, de Kiribati, de Nioué, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental, de Tuvalu et de Vanuatu. Nauru était représenté par son ministre des finances, la Nouvelle-Zélande par son vice-premier ministre et ministre de la justice, et les Tonga par leur ministre des affaires étrangères et de la défense. Le Premier Ministre par intérim des Tonga, M. Vaea, présidait la réunion.

Les participants ont concentré leur attention sur les questions économiques. Ils ont également examiné les questions de politique et de sécurité régionales et décidé des mesures à prendre pour renforcer le rôle du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud, le Secrétariat du Forum.

Rapport du Comité chargé des questions économiques régionales

Le Forum a examiné le rapport établi conformément à la demande du dix-huitième Forum. Ce document contenait de nombreuses initiatives visant à promouvoir le développement économique des pays insulaires participants, notamment dans les domaines suivants : commerce, investissements, développement des petites entreprises et renforcement des capacités de planification économique, notamment par le biais de la formation. Le Forum a chargé le Secrétariat de donner suite aux recommandations relevant de ses capacités; de demander l'assistance de donateurs aux fins de l'application de celles qu'il n'était pas en mesure de mettre en oeuvre, de renforcer ses propres moyens en matière d'analyse et de conseils économiques, et d'examiner avec les pays membres concernés les questions exigeant des décisions de leur part. Le Forum a également demandé au Comité chargé des questions économiques régionales de se réunir à nouveau avant sa réunion de 1989.

Relations avec le Japon et d'autres donateurs

Le Forum a remercié le Canada et le Japon d'avoir considérablement accru leur assistance économique à la région ces dernières années. Il a demandé à ce dernier pays et aux autres donateurs de veiller à ce que les procédures régissant la fourniture de l'aide tiennent compte des capacités, des caractéristiques et des besoins spécifiques des différents pays insulaires membres du Forum.

Aviation civile régionale

Les participants ont vigoureusement appuyé le projet régional sur l'aviation civile comme moyen constructif d'améliorer l'efficacité de ce secteur dans le Pacifique Sud. Ils ont remercié l'Australie de sa contribution, d'un montant de 2,5 millions de dollars australiens, devant permettre de constituer une équipe d'experts qui sera chargée de la mise en oeuvre du projet. Ils ont souligné la nécessité d'obtenir des fonds supplémentaires importants à cette fin et exprimé l'espoir que le Japon et d'autres donateurs verseraient des contributions substantielles.

/...

Conférence sur la coopération économique dans le Pacifique

Le Forum a décidé d'étudier les moyens qui permettraient aux pays insulaires membres d'être associés plus étroitement aux activités de la Conférence sur la coopération économique dans le Pacifique et d'en bénéficier. Il a noté qu'un membre régional - la Nouvelle-Zélande - devait accueillir la Conférence en 1989, ce qui devrait contribuer à renforcer leur coopération mutuelle.

Rapport du Comité régional sur le commerce

Le Forum a approuvé le rapport du septième Comité régional sur le commerce qui a examiné les activités entreprises dans le cadre de l'Accord de coopération économique et commerciale du Pacifique Sud (SPARTECA) et les propositions visant à développer le commerce et la coopération économique régionaux.

Les participants se sont félicités de l'adhésion des Etats fédérés de Micronésie et de la République des îles Marshall à cet accord; ils ont noté toutefois que, malgré l'ouverture progressive des marchés australien et néo-zélandais en vertu de cet instrument, certains pays insulaires du Forum, notamment les plus petits, se heurtaient à de très graves problèmes en matière de capacité de production. Ils ont décidé d'examiner plus avant les moyens qui permettraient de stimuler la production, notamment par le biais d'investissements étrangers.

Réunion des ministres du commerce et de l'économie

Les participants ont accueilli avec satisfaction la proposition de la Nouvelle-Zélande d'accueillir une réunion des ministres du commerce et du développement économique des pays membres du Forum, à Auckland, avant la fin de l'année. Les ministres auront ainsi l'occasion d'examiner les résultats des Négociations d'Uruguay et d'autres questions relatives au commerce et à la coopération économique.

Tourisme

Le Forum a demandé au Secrétariat d'établir à son intention un document sur les options institutionnelles concernant l'examen des questions liées au tourisme régional et à la coordination des activités dans ce domaine à l'échelle régionale.

Commerce

Le Forum, constatant que les membres étaient tributaires des exportations de certains produits agricoles et autres, a exprimé sa préoccupation devant l'extension des politiques faussant la concurrence, qui caractérisent le système commercial international actuel et imposent une lourde charge commerciale et économique aux pays en développement de la région. Il a souligné l'importance des Négociations d'Uruguay lors de l'examen de la question des réformes à apporter au système régissant le commerce des produits agricoles et des produits de base. Il a demandé aux participants de tirer pleinement avantage de l'examen à mi-parcours de l'application des décisions prises lors des négociations en acceptant d'introduire

rapidement des réformes, notamment en ce qui concerne les produits tropicaux et agricoles.

Services de collecte du Forum

Le Forum s'est félicité de l'assistance de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande qui a permis d'étendre son service de collecte à Tuvalu et Kiribati, notant que la poursuite de ce service dans les deux pays était à l'examen. Il a également noté que les Etats fédérés de Micronésie et la République des îles Marshall avaient exprimé le souhait que ces services soient étendus à leur territoire.

Groupe régional des questions pétrolières

Reflétant les préoccupations de ses membres au sujet des prix et des approvisionnements, le Forum a décidé de constituer, dans le cadre de son secrétariat, un groupe régional des questions pétrolières, pour leur fournir une aide dans ce domaine.

Nouvelle-Calédonie

Le Forum a examiné les faits nouveaux concernant la Nouvelle-Calédonie. Il a vivement déploré les actes de violence qui s'y étaient produits depuis sa dernière réunion et notamment les pertes en vies humaines qui en étaient résultées, et réaffirmé son opposition résolue à l'emploi de la violence pour atteindre des objectifs politiques.

Le Forum a noté les changements intervenus dans la politique de la France à l'égard de la Nouvelle-Calédonie depuis la réélection du Président Mitterrand, en mai 1988, et la formation subséquente du gouvernement du Premier Ministre Rocard. Il s'est félicité des efforts faits par le Gouvernement français pour engager et promouvoir un dialogue entre les différentes communautés néo-calédoniennes, et réduire les tensions dans le territoire. Il a noté les résultats de ce processus et exprimé son appui à l'accord cadre conclu à Paris, en août 1988, sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Le Forum a instamment demandé à toutes les parties de contribuer à la mise en oeuvre de l'Accord dans l'esprit de réconciliation qui l'a clairement inspiré et s'est félicité de l'adoption par consensus d'une résolution sur la Nouvelle-Calédonie par le Comité de la décolonisation de l'ONU (Comité des Vingt-Quatre) en août, exprimant l'espoir que, lors de l'examen de cette question par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1988, on suivrait l'approche adoptée pour la mise au point de ce texte.

Encouragé par le nouvel esprit constructif qui a marqué ses relations avec la France, le Forum s'est déclaré prêt à poursuivre le dialogue. Les pays membres demeureraient disposés, tant collectivement qu'à titre individuel, à apporter une contribution positive au processus de réconciliation et à l'effort de coopération en cours en Nouvelle-Calédonie et à encourager le programme de formation que le Gouvernement français avait annoncé à l'intention des Kanaks jusqu'à l'application de la loi prévoyant l'organisation d'un scrutin d'autodétermination en 1998.

Le Forum a réaffirmé son ferme appui à un acte d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, conforme aux pratiques et principes de l'ONU en matière de décolonisation, qui offrirait un choix entre toutes les options, y compris l'indépendance, et aboutirait à un règlement garantissant les droits de toutes les populations, y compris la population autochtone. Le Forum a instamment demandé à la France de faire en sorte que l'acte d'autodétermination proposé pour 1998 réponde à ces critères.

Questions de sécurité

Le Forum a noté que la situation internationale et régionale dans ce domaine devenait de plus en plus complexe. Il a souscrit à la proposition du Comité pour les échanges d'informations en matière de sécurité régionale, tendant à mettre en place un système d'échange d'informations entre les membres du Forum sur une vaste gamme de questions affectant leur sécurité politique et économique.

Les participants ont constaté que le Pacifique Sud n'était plus à l'abri de ce phénomène international fâcheux que constituent le terrorisme et le trafic illégal d'armes, et approuvé les recommandations du Groupe de travail sur le terrorisme et les détournements d'avions, visant à faire en sorte que la région soit mieux à même de prévenir des incidents dans ces domaines et d'y faire face.

Arrangements institutionnels régionaux

Le Forum a appuyé avec force les nouveaux arrangements institutionnels proposés, élaborés par le Comité chargé des arrangements institutionnels régionaux à l'issue de consultations approfondies avec d'autres gouvernements et organisations intéressés. En vue d'améliorer la coopération et la coordination entre les institutions de la région, il a décidé de créer un comité de coordination des organisations du Pacifique Sud. Le Forum a décidé en outre de renforcer les capacités politiques et économiques du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud (BCEPS) qui sera désormais connu comme le Secrétariat du Forum. Le Forum a décidé également d'inviter un certain nombre de pays et d'organisations participant de manière active et constructive aux activités de la région à prendre part, à un niveau approprié, à des entretiens avec le Forum, après chaque session, à partir du vingtième Forum. Le Bureau de coopération économique du Pacifique Sud a été chargé de suivre la mise en place des nouveaux arrangements institutionnels régionaux et de faire rapport, en tant que de besoin, au Forum.

Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud

Le Forum s'est félicité de la décision de la République populaire de Chine d'adhérer aux Protocoles 2 et 3 du Traité et de la décision de l'URSS de ratifier ces protocoles sans réserve ou déclaration interprétative.

Le Forum a déploré à nouveau que les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni n'aient pas encore signé et ratifié les Protocoles 1, 2 et 3 du Traité.

/...

Le Forum s'est en outre déclaré profondément préoccupé par la poursuite des essais nucléaires français dans le Pacifique Sud et du peu de cas fait des sentiments des peuples du Pacifique Sud tels qu'ils ont été unanimement exprimés par les chefs de gouvernement des pays du Pacifique et il a demandé qu'il soit mis fin à ces essais.

Programme régional sur l'environnement dans le Pacifique Sud (PREPS)

Le Forum s'est déclaré préoccupé par la lenteur de la mise en oeuvre du Plan d'action du PREPS et des difficultés financières auxquelles se heurtait le Programme. Il a estimé qu'il fallait asseoir le PREPS sur des bases financières plus solides et s'interroge sur le point de savoir si les gouvernements devaient jouer un rôle plus important dans sa direction. Le Forum a invité instamment les gouvernements membres à étudier rapidement cette question. Il a pris note que l'avenir du programme serait examiné par la Conférence du Pacifique Sud lors de sa réunion à Rarotonga en octobre. Il a décidé enfin que le Secrétariat continuerait à participer activement au PREPS et au plan d'action.

Convention relative à la protection de l'environnement dans la région du Pacifique Sud

Le Forum a invité les pays ayant qualité pour adhérer à la Convention sur les ressources naturelles et l'environnement de la région du Pacifique Sud et à ses Protocoles, à le faire le plus tôt possible.

Collaboration entre le Bureau de coopération économique du Pacifique Sud (BCEPS) et l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL)

Le Forum a déclaré qu'il partageait les objectifs communs et les aspirations également communes des peuples du Pacifique et d'Amérique latine visant à créer un environnement exempt d'armes nucléaires, ainsi que l'expriment les traités de Rarotonga et de Tlatelolco et il a prié le Directeur du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud de rechercher les moyens par lesquels le Forum pourrait coopérer avec l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) afin de parvenir à la réalisation de ces objectifs.

Système régional et national de satellites pour le Pacifique Sud

Le Forum a fait sienne la proposition visant à créer un système régional et national de satellites pour le Pacifique Sud. Il a estimé qu'un tel système, technologiquement possible, permettrait d'étendre les services de télécommunications aux zones rurales des pays insulaires du Pacifique Sud. Il a invité les pays membres à étudier la possibilité de participer à ces services, compte tenu de leurs intérêts nationaux et de leurs préférences. Le Forum s'est félicité de l'offre de l'Australie de fournir 2,6 millions de dollars australiens pour faciliter le développement des services de télécommunications de la région.

UIT/PNUD

Le Forum s'est dit préoccupé par la décision du PNUD de ne pas assurer en 1989 le financement des projets de développement et de formation du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud et de l'Union internationale des télécommunications; il a demandé au PNUD de reconsidérer sa décision en consultation avec le Secrétariat.

Pêches

Le Forum s'est dit préoccupé de constater que le Japon hésitait à s'engager dans des discussions formelles avec l'Office des pêches du Forum pour la mise au point d'un arrangement multilatéral sur les pêches entre le Japon et les membres de l'Office des pêches du Forum. Le Forum a souligné avec force qu'il attachait une haute priorité au développement des pêches dans la région et il a reconduit le mandat du Directeur de l'Office des pêches du Forum en le chargeant de continuer à rechercher activement un dialogue avec le Japon en vue de mettre en place des arrangements multilatéraux dans le domaine des pêches. Le Forum a en outre chargé le Directeur de faire en sorte que le dialogue porte également sur la coopération en matière de préservation et de gestion des pêches et que l'aide fournie à la région dans ce domaine soit accrue.

Le Forum s'est félicité du Traité multilatéral sur la pêche conclu avec les Etats-Unis, entré en vigueur au cours de l'année et qui bénéficie déjà aux pays signataires.

Changements climatiques dans le Pacifique Sud

Le Forum s'est dit préoccupé des changements climatiques intervenant dans le Pacifique Sud et des perturbations sociales et économiques qu'ils pourraient occasionner dans les pays de la région. Il s'est félicité de l'initiative prise par le Premier Ministre d'Australie de faire entreprendre une étude de faisabilité portant sur la création d'un réseau de stations destiné à déceler et à suivre les effets des changements climatiques dans la région et, à la lumière des résultats de cette étude, d'en organiser le financement.

Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique Sud (CCPM/PS)

Le Forum a pris acte du rapport du Directeur du CCPM/PS qui a souligné l'importance qu'il y avait à ratifier rapidement la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ou à y adhérer sans retard afin de sauvegarder les droits des membres du Forum sur leurs ressources marines dans leur zone économique exclusive. Il a invité instamment les pays membres qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier ou à adhérer à la Convention.

Université du Pacifique Sud

Le Forum a pris acte du rapport du Vice-Chancelier et du rôle important joué par l'Université dans la vie de la région. Il a constaté avec plaisir que l'Université avait pu rester ouverte lors des difficultés intervenues à Fidji et il s'est félicité des assurances données à l'Université par les autorités de Fidji selon lesquelles elle pourrait continuer à fonctionner librement en tant qu'institut d'enseignement.

Collège régional de Juges d'appel

Le Forum a approuvé la création d'un collège régional de juges d'appel. Cette décision reflète la pénurie de personnel judiciaire adéquat dans les pays insulaires du Forum.

Reconduction des fonctions du Directeur du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud

Le Forum a reconduit pour une nouvelle période de trois ans M. Henry Naisali, de Tuvalu, dans ses fonctions de directeur du Bureau de coopération économique du Pacifique Sud.

Forum du Pacifique Sud

Le Forum a accepté avec plaisir l'invitation du Beretitenti de Kiribati d'accueillir le vingtième Forum en 1989.
